

**Déclaration préalable de la FSU  
CTA du jeudi 24 juin 2021**

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTA.

La volonté de maintenir, quoi qu'il en coûte les épreuves terminales du baccalauréat démontre à nouveau le profond mépris du ministre pour les personnels et les élèves. Ainsi, parce qu'il s'agirait de la « discipline reine », l'épreuve de philosophie s'est déroulée, au prix d'un bricolage farfelu. Où est la considération pour les correcteurs quand de nombreux élèves, en raison de la possibilité de garder la note de l'année, sont allés composer « au talent » ? Que dire des conditions de préparation du Grand Oral, épreuve discriminante pour laquelle le contenu importe peu, mais dont le Ministre ne manque pas une occasion de se glorifier ?

Monsieur Blanquer affirme que sa réforme simplifie le bac. On peut s'étonner de cette affirmation au vu de la désorganisation extraordinaire à laquelle nous assistons cette année. Alors que le bac 2018 s'était déroulé plutôt normalement, le choc de simplification annoncé par le ministère s'avère finalement être fiasco. La liste des dysfonctionnements est longue. Pourquoi les convocations, qui auparavant arrivaient trois semaines à l'avance, ont-elle été envoyées – et continuent-elles à être envoyées – en catastrophe ? Que dire de l'injonction faite à certains collègues de consulter leur messagerie le week-end pour découvrir une convocation pour le lundi suivant ? Ou encore de la panique des chefs d'établissement qui se substituent au SIEC, pour solliciter, dans l'urgence, par téléphone ou par mail, les collègues encore disponibles. Et vont jusqu'à promettre des HSE en guise d'indemnités de jury ! Du jamais vu ! On passera sur les problèmes d'aiguillage dans les convocations : mauvaise discipline, convocations sur plusieurs établissements, collègues en arrêt maladie ou en ASA convoqués. En philosophie et en Français, l'application Santorin regorge de surprises : copies non anonymes, parfois mal assemblées, mélangées entre elles, dans le désordre, à l'envers. Mais c'est avec le Grand Oral que la grande réussite du bac Blanquer atteint son apogée. La campagne de communication du ministre s'est heurtée à la réalité, tant pour les professeurs que pour les élèves, décidément bien malmenés : erreur sur le lieu d'examen pour certains élèves, jury ne correspondant à aucune des spécialités (ni même des disciplines) choisies par les candidats, professeurs documentalistes de collège convoqués, jurys incomplets, etc. La même désorganisation touche les épreuves de Français, pour lesquelles certains enseignants n'ont pu se rendre aux réunions d'entente... quand celles-ci ont été organisées par les chefs de centre, qui les ont parfois simplement oubliées ! Dans tel jury, les examinateurs sont en surnombre, dans tel autre, les examinateurs de réserve manquent. Des convocations continuent d'arriver pour la correction des écrits, et l'organisation des oraux est particulièrement chaotique dans certains centres d'examen.

Nous vous avons alertée à plusieurs reprises, Madame la Rectrice, sans aucune réponse de votre part sur les risques qui découlent de l'ensemble de ces dysfonctionnements, pour la santé des personnels, pour la qualité du travail effectué et pour la valeur du baccalauréat. Par cette désorganisation sans précédent, c'est la crédibilité de l'Institution et du diplôme national du baccalauréat qui est mise à mal.

Cette absence de considération pour les personnels et les élèves, au terme de deux années éprouvantes, est insupportable. Au delà de l'incurie de l'Administration, cela en dit long sur le peu de considération de ce gouvernement pour la jeunesse et son éducation. Cet épisode catastrophique s'inscrit dans la continuité des politiques menées par ce gouvernement contre le Service public d'éducation et ses personnels.

Une dégradation constante des conditions de travail des personnels, une reprise de moyens continue dans les établissements, qui conduit aux conditions de rentrée fortement dégradés qui

s'annoncent pour septembre. Alors que notre institution a besoin de moyens humains et de personnels reconnus et revalorisés, les réponses budgétaires mais surtout les annonces du Ministre suite à l'opération de communication burlesque qu'a été le Grenelle sont une nouvelle fois vécues, à juste titre, comme une insulte par nos professions, illustrant le mépris avec lequel les personnels sont traités. Que dire de la déclinaison académique du Grenelle, la Feuille de route pour les ressources humaines, qui va largement au delà de ce qui a été présenté dans les autres académies ?

Tout, dans les choix faits pour la présentation de cette feuille de route aux organisations syndicales, traduit le déni de dialogue social, l'intention de vider purement et simplement de sens les instances académiques, suite logique de la loi Fonction publique. Un motif amplement suffisant pour nous dissuader de participer au groupe de travail sur ce point.

Au-delà des problèmes de forme et de communication, c'est le contenu de cette feuille de route que nous dénonçons. L'Administration entend « remettre au centre l'humain et le rapport privilégié à l'utilisateur ». Le document propose pourtant surtout des outils désincarnés pour répondre aux personnels (« ticketing », « serveur vocal interactif », « salles des profs 4.0 »). Quels moyens matériels et humains supplémentaires permettront ces prétendues innovations ? L'agent virtuel de la DPE, totalement dysfonctionnel, illustre parfaitement cette absence d'investissement. Sous couvert d'une pseudo-modernité, on nage dans l'absurdité la plus complète.

Le texte est envahi par le lexique de l'entreprise et du management. Les personnels sont confondus avec des usagers. La « marque employeur » doit être valorisée. Sommes-nous bien encore dans l'Éducation nationale ? Entre mise en concurrence et infantilisation des personnels, on est bien loin de nos métiers et de nos attentes véritables, que Mme la Rectrice prétend connaître ! Sans attendre l'« Observatoire des rémunérations » et du « bien-être des personnels », nous savons ce que souhaite vraiment la Profession : **le pouvoir d'achat, les conditions d'exercice et la mobilité, la santé et à la sécurité au travail sont des questions centrales ; les besoins sont criants !** Éluant tous ces problèmes, la feuille de route préfère répondre par la notion de « résilience », en vogue et bien commode quand aucune solution n'est proposée. Celle de revalorisation, au cœur de nos revendications (en termes de salaires comme de conditions de travail), et qui est notre réponse à la question de l'attractivité de nos métiers, est quant à elle quasiment absente de ce texte. Question de lexique certainement, car de toute évidence, nous ne parlons pas la même langue que les rédacteurs de ce document.

Pour toutes ces raisons, la FSU appellera rapidement dès la rentrée, l'ensemble des personnels à se mobiliser pour le Service Public d'Éducation, pour que les personnels qui le font vivre et s'y consacrent soient enfin respectés et leurs revendications entendues et pour que les élèves aient partout un même droit à une éducation ambitieuse et de qualité.